

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

24 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Vérification

**Document de travail présenté par le Groupe des États membres
du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires****

1. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article III du Traité, tout État non doté d'armes nucléaires qui est partie au Traité s'engage à accepter les garanties à seule fin de vérifier l'exécution des obligations assumées par ledit État aux termes du Traité en vue d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires.
2. À cet égard, le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité réaffirme également qu'il importe de strictement respecter le paragraphe 3 de l'article III du Traité, aux termes duquel les garanties requises seront mises en œuvre de manière à satisfaire aux dispositions de l'article IV du Traité et à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Parties au Traité, ou la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques, notamment les échanges internationaux de matières et d'équipements nucléaires pour le traitement, l'utilisation ou la production de matières nucléaires à des fins pacifiques, conformément aux dispositions de cet article et au principe de garantie énoncé dans son préambule.
3. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité réaffirme que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est la seule autorité compétente pour vérifier et assurer le respect par les États parties des accords de garanties qu'ils ont conclus pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du Traité, afin d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires, et qu'elle est la principale instance mondiale pour la coopération technique nucléaire.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 avril 2013).

** Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



4. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité appuie les activités de vérification de l'AIEA et souligne qu'elles doivent être menées dans le strict respect du Statut de l'Agence et des accords de garanties généralisées pertinents.

5. À cet égard, le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité, tout en soulignant l'importance des garanties et la nécessité de maintenir, en ce qui les concerne, les principes de protection de la confidentialité, souligne la responsabilité essentielle de l'AIEA en la matière. L'Agence étant la seule organisation recevant des renseignements hautement confidentiels et sensibles sur les installations nucléaires des États membres, et des incidents indésirables étant survenus au cours desquels des informations de ce genre ont fait l'objet de fuites, le Groupe souligne que la confidentialité de ces renseignements doit être pleinement respectée et qu'il est nécessaire de renforcer considérablement le régime pour leur protection. De l'avis du Groupe, les renseignements confidentiels relatifs aux garanties ne doivent en aucun cas être fournis à quelque partie que ce soit non autorisée par l'Agence.

6. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité réaffirme que l'AIEA est la seule autorité compétente pour vérifier et assurer le respect, par les États parties, des accords de garanties auxquels ils ont souscrit en vue de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 1 de l'article III du Traité de manière à empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires.

7. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité souligne que tous les membres de l'AIEA sont tenus de se conformer strictement à son statut et que rien ne doit être fait qui compromette son autorité. En outre, le Groupe invite tous les États à s'abstenir d'exercer des pressions sur l'Agence et de s'ingérer dans ses activités, en particulier son processus de vérification, qui risquerait de compromettre son efficacité et sa crédibilité.

8. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité souligne la nécessité de parvenir à une application universelle du système de garanties généralisées et invite tous les États dotés d'armes nucléaires et tous les États qui ne sont pas parties au Traité à placer toutes leurs installations nucléaires sous le régime de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le Groupe invite les États dotés d'armes nucléaires à s'engager à accepter le système de garanties généralisées. Cela devrait se faire dans le cadre d'un accord à négocier et conclure avec l'AIEA, en conformité avec les dispositions de son statut, à seule fin de vérifier l'exécution des obligations assumées par les États dotés d'armes nucléaires aux termes du Traité, en vue de réunir des données de base dans la perspective d'un désarmement futur, d'empêcher de nouveaux détournements d'énergie nucléaire des utilisations pacifiques pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et d'interdire le transfert à tous les États qui ne sont pas parties au Traité, sans exception, de tous équipements, renseignements, matières, installations, ressources et dispositifs se rapportant au nucléaire ainsi que la fourniture aux mêmes États d'une assistance scientifique et technologique ayant trait au nucléaire.

9. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité, conscient de l'importance de son article III pour la vérification de la nature pacifique des programmes nucléaires, rappelle que les obligations

contractées en vertu dudit article donnent aux États parties des garanties crédibles leur permettant d'effectuer des transferts de matériel, de matières et de technologies nucléaires à des fins pacifiques. Par conséquent, les États parties au Traité sont invités à s'abstenir d'imposer ou de maintenir quelque restriction ou limitation que ce soit au transfert de matériel, de matières et de technologies nucléaires à d'autres États parties ayant conclu des accords de garanties généralisées.

10. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité souligne le rôle statutaire de l'AIEA dans le désarmement nucléaire, notamment en ce qui concerne l'application des garanties aux matières nucléaires issues du démantèlement d'armes nucléaires, et prend acte de la capacité de l'Agence de vérifier les accords de désarmement nucléaire.

11. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité exprime sa ferme conviction que, pour faire preuve de leur volonté sans équivoque d'éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires, les États dotés d'armes nucléaires doivent s'engager à redoubler d'efforts pour réduire et éliminer d'une manière vérifiable tous les types d'armes nucléaires, déployées ou non, ainsi que les matières qu'ils détiennent se rapportant à ces armes, notamment par des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales. À cet égard, le Groupe appuie la promotion d'un désarmement nucléaire universel assorti de garanties et la mise en place d'un mécanisme de vérification juridiquement contraignant dans le cadre de l'AIEA, afin que les matières fissiles soient définitivement retirées des armes nucléaires et des autres dispositifs explosifs nucléaires.

12. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité rappelle la mesure n° 16 parmi les recommandations faites et les mesures de suivi proposées par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité en 2010 [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)], qui encourage les États dotés d'armes nucléaires à s'engager à déclarer, s'il y a lieu, à l'AIEA toutes les matières fissiles désignées par chacun d'eux comme n'ayant plus d'utilité à des fins militaires et à les placer dès que possible sous le contrôle de l'Agence ou d'autres dispositifs de vérification internationaux pertinents, afin de les réaffecter à un usage pacifique et de s'assurer ainsi qu'elles ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires. Le Groupe demande à la Conférence de procéder à une évaluation approfondie de la mise en œuvre de ces engagements grâce à l'établissement d'un mécanisme de suivi de l'exécution de cette mesure, qui devrait être rendue obligatoire pour les États dotés d'armes nucléaires.

13. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité rappelle en outre la mesure n° 17 qui stipule que, dans le contexte de la mesure n° 16, tous les États sont encouragés à appuyer la mise au point, dans le cadre de l'AIEA, de modalités de vérification juridiquement contraignantes, pour faire en sorte que les matières fissiles désignées par chaque État doté d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires à des fins militaires soient irréversiblement éliminées. Afin d'assurer la réalisation de cet objectif, le Groupe invite la Conférence à réfléchir à de telles modalités de vérification ayant force obligatoire et aux moyens de les rendre opérationnelles.

14. Le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité appelle également la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité à établir un comité permanent qui serait chargé de surveiller et vérifier les mesures de désarmement nucléaire prises de manière unilatérale ou en vertu d'accords bilatéraux.